

FONDATION
POUR UNE
TERRE
HUMAINE

RAPPORTS ET COMPTES ANNUELS

Octobre 2009- Septembre 2010

CONTENU

Editorial

Coup d'oeil sur l'année écoulée

Changements administratifs
Aspects financiers
Activités de financement de projets

Projets financés

- Activités agricoles coopératives
 - Agriculture bio, agroforesterie
 - Bien-être animal
 - Climat, gaz à effet de serre
 - Consommation responsable
 - Décroissance
 - Divers
 - Eco-construction
 - Education à l'environnement
 - Energies renouvelables
 - Jardins collectifs
 - Media
 - Nucléaire
 - Pollutions chimiques
 - Protection de la biodiversité végétale
 - Législation environnementale
 - Lobbies
 - Semences, ogm
 - Sensibilisation générale
 - Téléphonie mobile
-

Organisation de la Fondation

Au cours de cet exercice se sont poursuivies les évolutions déjà constatées depuis quelques années :

La poursuite d'un « greenwashing » outrancier de la part des grands entreprises, qui maintenant sont toutes devenues « citoyennes », et prétendent toutes faire du développement durable l'un des axes majeurs de leurs stratégies, sans changer grand chose à leurs comportements dans la pratique.

Un bon exemple de ce décalage entre les effets d'annonce et la réalité est apparu clairement en France avec les piteux résultats du « Grenelle de l'Environnement », vaste consultation aux objectifs ambitieux, annoncée au départ comme modèle de démocratie écologique et de gouvernance environnementale. Le Président de la République français ne déclarait-il pas en 2007 à son sujet : *« Je veux que le Grenelle soit l'acte fondateur d'une nouvelle politique, d'un New Deal écologique en France, en Europe et dans le monde (...) C'est bien à une révolution que nous invite ce Grenelle de l'environnement, une révolution dans nos façons de penser, dans nos façons de décider, une révolution dans nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères ».*

Hélas 3 ans après les résultats sont bien décevants, voire régressifs : pas d'incitation au ferroutage et à l'utilisation des transports collectifs, relance du programme autoroutier, assouplissement des contrôles sur les installations classées, non remise en cause du nucléaire, pérennisation de l'agriculture productiviste, abandon de la taxe carbone, etc.

Partout les déclarations et mesures hypocrites se multiplient : on parle de protéger la biodiversité et on crée pour la défendre un marché des droits à la détruire, on ne parle plus d'ogm mais de « mutagenèse » et de « cisgenèse », on déclare que les chasseurs sont les plus grands défenseurs de la biodiversité, on met sur le même plan « scientifique » les spécialistes du climat et les climato-sceptiques, etc

La perte de crédibilité des grandes campagnes internationales menées par des ONG de défense de l'environnement parfois un peu trop proches des milieux d'affaires et du monde politique, et corrélativement l'émergence d'un grand nombre d'initiatives locales, concrètes, souvent festives et conviviales, qui dénotent une volonté des gens de se prendre en charge et de s'organiser à leur niveau : AMAP, habitats coopératifs, écovillages, jardins potagers partagés, circuits courts locaux, etc.

la perte de crédibilité des grandes négociations internationales comme celle concernant le climat et le protocole de Kyoto à Copenhague, ou celle concernant la biodiversité et la CBD (Convention on Biological Diversity) à Nagoya, qui sont complètement noyautées par les lobbies économiques et ne débouchent finalement sur rien.

la montée en puissance de la notion de justice environnementale et la convergence accrue des luttes sociales et des combats écologiques, tant il est vrai que les nuisances environnementales touchent en priorité les pauvres et les gens qui n'ont pas les moyens d'y échapper en déménageant, ou en achetant « bio ». Et en liaison avec cette préoccupation de justice, les démarches toujours plus nombreuses de « prise en mains » (empowerment) de leurs destins par les populations concernées, comme indiqué ci dessus.

Dans ce contexte difficile nous avons cependant poursuivi nos aides aux nombreuses associations militantes européennes qui poursuivent leurs combats avec courage et constance, et nous

avons eu la joie de constater parfois de belles victoires, pour lesquelles nous avons le sentiment d'y avoir un peu contribué...Citons parmi d'autres :

- la décision des autorités hongroises d'interdire l'utilisation du cyanure dans l'exploitation des mines d'or, qui devrait faire tache d'huile dans d'autres pays voisins connaissant ce fléau
- la reconnaissance en France de l'applicabilité du principe de précaution au cas des antennes relais de téléphonie mobile
- la décision des autorités suisses de poursuivre le moratoire sur les ogm
- l'abandon par le gouvernement anglais de son calamiteux projet d'extension de l'aéroport de Heathrow
- la renonciation par l'ANDRA – du fait de la résistance des populations locales - d'utiliser certains sites de stockage des déchets nucléaires de faible activité et longue vie dans le département de l'Aube

C'est pourquoi nous continuons à soutenir toutes ces actions, car elles vont dans le bon sens et finiront bien un jour par aboutir au nécessaire changement de société que chacun – et même les pires lobbyistes - souhaite au fond de son cœur.

J.L. Gueydon de Dives
Président

COUP D'OEIL SUR L'ANNEE ECOULEE

Changements administratifs

Confirmation du remplacement au sein du conseil de Monsieur Etienne Vernet par Mme Stéphanie Roth, qui s'est beaucoup investie dans des combats militants en Europe de l'Est ces dernières années, après avoir travaillé pour *The Ecologist* anglais et auprès de Teddy Goldsmith. Ses combats lui ont notamment valu le *Goldman Environmental Prize* en 2005 et d'être désignée comme *Environmental Woman of the Year* en Roumanie en 2007.

Aspects financiers

Au cours de cet exercice nous avons payé 465,234 CHF de subventions (contre 529,992 CHF l'exercice précédent) et nous avons engagé 423,239 (contre 433,487 CHF au cours de l'exercice précédent).

Notre ratio (frais de banque + frais administratifs)/dons payés a été de 15 %, à comparer aux 5 % de l'exercice précédent, cette augmentation étant due à l'engagement d'une coordinatrice et aux frais exceptionnels d'amélioration du site internet.

Notre don le plus petit a été de 957 CHF, le plus important de 12,911CHF, et le don moyen a été de 8,615 CHF. Ce montant de don moyen est en légère hausse par rapport à l'exercice précédent (7,881 CHF).

Activités de financement de projets

Au cours de cet exercice nous avons soutenu 54 projets nouveaux (contre 55 l'exercice précédent), dont 35 en France, 3 en Suisse, 4 en Espagne, 3 en Grande Bretagne, 1 en Italie, 2 en Belgique, 1 en Hollande et 5 dans les pays de l'Est (Roumanie, Hongrie, Pologne, Bulgarie .

Projets nouveaux subventionnés au cours de l'exercice 2009-2010

ACTIVITES AGRICOLES COOPERATIVES

Consorzio della Quarantina (Italie) : cette association de Ligurie, région très montagneuse d'Italie, est active dans la valorisation et l'expérimentation des bois rameaux fragmentés. Nous les avons aidé pour l'achat d'un broyeur.

Ateliers reliés de Concoret (France) : cette association que nous avons soutenue organise avec d'autres associations locales un marché artisanal à Brocéliande animé par des artisans et des producteurs dans le but de faire connaître les produits locaux au public. Le marché propose des animations, des ateliers de découvertes et des rencontres sur des thématiques liées à l'écologie.

Geb Nout (France) : Geb Nout est un lieu de rencontre en Haute-loire et d'échange qui produit des céréales, des élixirs floraux et propose également des stages divers : mobilier fuste, fuste construction, initiation au pain, approche botanique, découverte culinaire sauvage. Nous les avons aidés pour l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse.

Le Goût d'ici (France) : Cette association a pour objectif de faciliter l'accès aux produits locaux (agriculture biologique principalement) sur le territoire de Maure en Bretagne et de sensibiliser les consommateurs à une alimentation locale et de qualité. Nous les avons aidés pour la mise en place d'un système de paniers diversifiés, avec commandes par un site Internet ou par téléphone.

AGRICULTURE BIO, AGROFORESTERIE

La Biauce des Marais (France) : cette association produit et distribue des paniers de légumes issus d'un mode de production biologique destinés aux réseaux d'adhérents, Nous les avons aidés pour le projet d'un jardin potager de 7,000 m² dans les marais de Bourges.

Pôle d'Initiative Locale pour l'Economie Sociale et Solidaire (France) : nous les avons aidés pour un projet de formation en « Exploitation Forestière Durable » qu'ils organisent en liaison avec la ville de Digne.

BIEN ETRE ANIMAL

ASBL Lovely poule heureuse sauvée de batterie (Belgique) : nous avons soutenu cette association qui milite contre l'élevage de poules en cage et soigne les poules sorties de cages, dans ses frais d'installation sur un nouveau terrain et à l'acquisition d'une remorque.

CORA Faune Sauvage (France) : cette association regroupant les 8 associations départementales LPO et CORA de Rhône-Alpes avec 3500 adhérents. Ayant constaté ces dernières années que la réglementation de la chasse en France et en région Rhône-Alpes donnait lieu à réflexion et discussions, elle a organisé un colloque sur le thème Biodiversité, chasse et protection de la nature. En conclusion de cette journée, la décision a été prise de rédiger un « Livre Blanc sur la chasse » pour lequel une subvention a été accordée.

L 214 (France) : cette association est active dans la protection et la défense des animaux utilisés pour fournir des biens de consommation et plus particulièrement les animaux de ferme. En diffusant des enquêtes réalisées dans les élevages, les transports et les abattoirs, elle vise à inciter les consommateurs à adopter une attitude d'achat réfléchie. Pour pouvoir offrir aux médias un matériel de bonne qualité nous les avons aidé pour l'achat d'un nouvel ordinateur.

SOS Faune Sauvage (France) : le but premier du centre situé dans le Limousin est de recueillir des animaux sauvages temporairement incapables de survivre en milieu naturel, et ce en vue de leur réinsertion ultérieure dans leur environnement. Nous les avons aidés dans leur poursuite des missions d'information et de sensibilisation auprès du grand public.

CLIMAT, GAZ A EFFET DE SERRE

Mouvements Populaires et Mondialisation (Suisse) : cette association genevoise est active dans le soutien aux mouvements sociaux de base du Sud. Nous les avons soutenus dans le projet de « Caravane du commerce au climat » entre Genève et Copenhague, afin de permettre à une militante colombienne d'y participer.

Plane Stupid (Ecosse) : est une organisation qui a pour objectif de dénoncer les conséquences néfastes de l'aviation, notamment aux niveaux écologique, sanitaire ou de justice sociale et de lutter contre l'extension des aéroports. Nous avons aidés la branche écossaise dans ses campagnes de sensibilisation contre l'extension de l'aéroport de Glasgow.

CONSOMMATION RESPONSABLE

Consum'solidaire (France) : cette association parisienne développe une mission d'éducation populaire en organisant des animations, des projections dans les quartiers, en traitant les questions alimentaires, environnementales, les rapports Nord-Sud et en valorisant les réseaux équitables dans les milieux de la paysannerie. De plus, elle a mis en place une « coopérative d'achat » de produits biologiques et/ou équitables. Elle est aussi initiatrice d'un projet de jardin partagé interassociatif. Nous avons l'avons subventionnée dans le cadre de la création d'un emploi de salarié à mi-temps.

CRIC Centre de Recerca I Infomacio en Consum (Espagne) : cette association de consommateurs, de Barcelone, a pour but d'informer sur les implications socio-environnementales de notre consommation et, parallèlement, de promouvoir des alternatives de production et de consommation locales, biologiques, à taille humaine. Pour ce faire, CRIC édite le magazine trimestriel « Opcions » qui publie des recherches critiques sur les produits de consommation quotidiens en donnant des conseils pour une consommation plus écologique et questionne notre besoin même de consommer et notre mode de vie. Nous l'avons aidé au financement de certains numéros du magazine.

DECROISSANCE

Recherche et Décroissance (France) : cette association a pour ambition la mise en œuvre et la diffusion d'études et de recherches théoriques et pratiques s'inscrivant dans le champ de la décroissance. Nous avons aidés pour la préparation et l'organisation d'une seconde conférence sur la Décroissance économique pour la Soutenabilité et l'Equité. L'événement a réuni un large éventail de participants et s'est déroulé à l'Université Autonome de Barcelone, Espagne

DIVERS

A.S.B.E (France) : la Bibliothèque de l'Ecologie située à Gap est composée de près de 60 000 ouvrages anciens et modernes, de plus de 1000 collections de périodiques, de 600 affiches sur l'histoire de l'écologie et d'un volume considérable de documentation. Nous avons soutenu l'association dans le cadre du déménagement de la bibliothèque.

ECOCONSTRUCTION

2bouts (France) : cette association vosgienne favorise l'éducation populaire et la sensibilisation sur les différentes composantes du développement durable et de l'économie sociale et solidaire. Nous les avons soutenus pour un projet de formation en éco-construction.

EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

L'Amboisane (France) : va parcourir la région Centre pour proposer des animations pédagogiques sur le développement durable et la découverte de l'âne. Nous les avons subventionnés pour l'équipement d'une éco-roulotte tractée par quatre ânes.

Slow Food Turda (Roumanie) : cette association est active dans l'organisation d'activités et de programmes éducatifs pour la promotion des collectivités locales, le patrimoine régional et national des produits agricoles, gastronomiques et culturels. Nous les avons aidés pour lancer un projet intitulé «La vie dans un jardin vert - éducation de la jeunesse pour l'avenir de l'agriculture roumaine» qui vise à promouvoir l'agriculture biologique parmi les jeunes générations de la région de Transylvanie en Roumanie.

ENERGIES RENOUVELABLES

Solemyo (Suisse) : cette association, genevoise, est active dans le domaine de la recherche et de l'accès aux technologies appropriées et cherche notamment à promouvoir la cuisine solaire par le partage de savoir-faire. Elle regroupe différentes personnes autour de pôles d'activités autonomes avec un pôle animation et formation destiné au grand public et aux jeunes. Nous les avons financés pour la construction de trois séchoirs solaires modèle « tunnel » et trois fours modèle «maxi ».

JARDINS COLLECTIFS

Blankok Zard (France) : cette association met en place des actions afin de développer du lien social dans le quartier d'Alizard au Blanc-Mesnil. L'objectif est d'apporter une activité qui engage les jeunes de ce quartier au quotidien, et de créer du lien intergénérationnel. Nous les avons aidés dans le cadre de la création d'un potager biologique.

AMCA (France) : cette association de Grenoble promeut l'émergence de nouveaux comportements, individuels et collectifs, cohérents avec l'intérêt de la vie sur terre, à travers le paysage, le jardinage, et l'aménagement du territoire. Nous les avons soutenus dans la création d'un jardin collectif à vocation pédagogique et expérimentale et ainsi mettre en place un verger-potager.

Can Masdeu (Espagne) : est un collectif autonome de jardins biologiques et d'animation sociale dans la banlieue nord de Barcelone. La gestion de l'eau est actuellement vital pour le développement du projet. Nous les avons aidés pour le remplacement de la pompe du puits.

Centre Social et Culturel du Pays de Mareuil le Rhizome (France) : cette association est menée par des passionnés de rencontres et de jardins en Dordogne. Nous les avons soutenu pour les « Rencontres Jardinées » qui sont organisées entre juillet et mi-septembre. Il s'agit d'ouvrir au public, le jardin d'un particulier (passionné, collectionneur, rêveur, créateur) et de mettre en valeur le petit patrimoine local, en association avec une intervention artistique (conte, cirque, musique, conférence, arts plastiques, expos).

MEDIA

ADDOCS (France) : cette association de Lyon aide à la production et la diffusion de documentaires et outils pédagogiques sur tous supports. Nous les avons aidés à la réalisation d'un documentaire court métrage d'une trentaine de minutes, intitulé « Moissons », sur les moissons dans la ferme Ronot, en Bourgogne. Moissons des parcelles cultivées, et moissons des collections de blé en conservatoire.

Alter-médias (France) : cette association parisienne regroupe des journalistes, acteurs associatifs, syndicalistes, chercheurs ou citoyens et souhaite élaborer des supports d'information. Elle assure aussi des formations à destination de citoyens et de structures associatives pour une meilleure utilisation des outils d'information, en particulier numériques. Nous les avons soutenus dans ce cadre du développement de leur site Internet : Basta ! qui propose un décryptage de l'actualité et des problématiques sociales et environnementales et cherche à mettre en avant les alternatives concrètes et les pistes de solutions existantes.

Euskal Herriko (France) : créée par la branche locale de la Confédération paysanne, cette chambre d'agriculture du Pays Basque travaille sous forme d'association à promouvoir les systèmes de production agricole écologiquement responsables et économiquement efficaces et développe également une mission d'animation, d'information et de formation en milieu rural. Nous les avons soutenus afin de pouvoir continuer à diffuser de manière large et régulière le mensuel *Izar Lorea*.

NUCLEAIRE

CRILAN (France) : cette association coordonne un collectif d'une vingtaine d'associations locales opposées au projet d'EPR à Flamanville. Ce projet de centrale nucléaire en Normandie, malgré un retard de près de deux ans, continue à avancer et rencontre assez peu de résistance. Or, il est indispensable de barrer la route au nucléaire et à son discours opportuniste dans le débat sur la crise climatique.

Nous les avons aidés pour salarier une personne afin d'assurer la permanence d'un Point INFO à proximité du chantier avec le soutien de bénévoles.

Q.V. Ville-sur-Terre (France) : cette association lutte contre l'implantation de sites d'enfouissement des déchets nucléaires dans la région de Bure. Nous les avons aidés pour leur campagne contre le dépôt de déchets nucléaires de Faible Activité et longue Vie prévu à Soulaives.

Wise (Hollande) : nous avons soutenu ce centre d'information et de mise en réseau de citoyens et d'organisations concernés par l'énergie nucléaire.

Réseau Sortir du Nucléaire (France) : Nous avons participé au financement du « Jeûne-action » pour l'abolition des armes nucléaires qui a eu lieu à Paris du 26 avril au 7 mai 2010. Ce jeûne avait pour objectif de faire pression sur les décideurs politiques français et l'opinion publique pour que la France annonce sa décision d'accepter le principe d'une Convention d'élimination des armes nucléaires lors de la tenue de la Conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération.

POLLUTIONS CHIMIQUES

COLLECTIF 3R (France) : un collectif de 8 associations s'est constitué pour lutter contre le maintien et le renouvellement d'un incinérateur à Ivry. Cet incinérateur qui sera le plus gros d'Europe installé en zone urbaine, est surdimensionné d'après le bureau d'études Horizons qui conclut que la méthode de calcul ayant conduit au plan d'élimination adopté est erronée. Nous les avons aidés pour réaliser les expertises en vue des premiers dossiers de presse ainsi que la réalisation des dossiers.

GREEN POLICY INSTITUTE (Bulgarie) : cette association est active dans le soutien, la production, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques concrètes écologiques. Nous avons financé le projet « Cyanide-free-Bulgary » qui, s'inspirant du précédent hongrois, souhaite initier une campagne nationale visant au vote d'une loi interdisant l'utilisation du cyanure dans les mines d'or et d'argent du pays

Non au mercure dentaire NAMD (France) : cette association qui combat depuis 1998 l'utilisation du mercure dans les amalgames dentaires, souhaite réaliser, avec le réalisateur Laurent de Bartillat, un film documentaire moyen-métrage. Nous avons soutenu la réalisation du film qui sera diffusé sur Internet et lors de projections publiques à thème. Il a pour but de susciter un débat autour des dangers de l'utilisation du mercure et de ses rejets dans l'environnement : maladie d'Alzheimer, troubles neurologiques etc.

Mets de l'huile (France) : cette association aide la création et la diffusion de projets audiovisuels alternatifs, notamment à visée écologique, dont la promotion des huiles végétales pures carburants. Nous les avons aidés à la réalisation d'un

documentaire sous forme d'enquête sur la pollution de l'eau qui est à l'origine de la prolifération des algues vertes en Bretagne. Ce film réalisé par Mathurin Peschet s'intitule « L'enfer vert des Bretons ».

PROTECTION DE LA BIODIVERSITE VEGETALE

AUTUN Morvan Ecologie (France) : cette association se bat pour la sauvegarde de forêts de feuillus du Morvan qui est en voie d'extinction et pour une exploitation selon des pratiques sylvicoles proches de la nature : arbres de tous âges, essences mélangées. Nous les avons aidés via l'acquisition de 30 parcelles de forêt.

Eco Ruralis (Roumanie) : cette association de petits fermiers promeut l'agriculture bio et défend les droits des paysans à utiliser et diffuser des semences traditionnelles, principalement en Transylvanie. C'est pourquoi elle souhaite intervenir dans le débat pour faire entendre la voix des petits fermiers et des agriculteurs biologiques. Elle souhaite mettre en place un répertoire des semences utilisées et une centralisation des informations recueillies à ce sujet. Nous l'avons soutenue dans ses actions.

Longo Mai (France) : est une coopérative agricole installée dans les Alpes-de-Haute-Provence, mais qui s'est également développée dans d'autres régions de France et d'autres pays. Depuis plusieurs années, ses membres ont développé la production de leurs propres semences. Ils souhaitent ainsi promouvoir la préservation et l'utilisation de variétés anciennes et, pour ce faire, ils distribuent et échangent sur une large échelle les semences qu'ils produisent. Ces activités ont pris une ampleur telle qu'un lieu de stockage des semences s'avère nécessaire, ainsi que l'achat de matériel ad hoc. La Fondation est venue en aide à Longo Mai pour faire face à ces dépenses

Semences poétiques (France) : cette association créée en 2007 dans l'Aude, compte aujourd'hui une trentaine de membres actifs. La fabrication de pâtes artisanales avec des variétés de céréales anciennes nécessite l'achat d'une décortiqueuse à petits épis, amidonnières, tournesol, sarrasin. Nous avons aidé à son acquisition. Ce matériel sera mis à disposition de l'association par l'intermédiaire du Syndicat Touselle.

Société Scientifique du Bourbonnais (France) : nous les avons aidés pour un projet d'ouverture d'une Bibliothèque des Sciences Naturelles en Allier.

LEGISLATION ENVIRONNEMENTALE

Planning Democracy (UK) : Planning Democracy est une organisation écossaise dont les objectifs sont de renforcer la participation et l'implication de la population aux décisions concernant l'aménagement du territoire. A ce titre, cette association étudie et évalue les réformes qui sont en train d'être menées dans l'aménagement du territoire en Ecosse de manière plus ou moins autoritaire. Nous l'avons aidée dans ses activités et dans le cadre de son soutien à un recours judiciaire d'un habitant de l'Ayrshire contre la décision d'implanter une centrale à charbon.

Vedegylet (Hongrie) : est une ONG créée suite à l'accident de cyanure à Baia Mare en 2002. Nous les avons soutenus dans leur campagne pour un projet de loi interdisant l'utilisation du cyanure dans les mines hongroises.

LOBBIES

CEO (Belgique/ Hollande) : cette organisation cherche à dénoncer le pouvoir des lobbies au sein de l'Union Européenne. Nous l'avons soutenue dans sa campagne de sensibilisation sur le processus de « greenwashing » des agrocarburants, et notamment la Table Ronde sur le Soja Responsable (RTRS).

SEMENCES, OGM

Amis de la Confédération paysanne d'Alsace (France) : nous avons participé aux frais d'organisation d'une Journée de sensibilisation aux OGM à Selestat. avec comme intervenant principal Christian VELOT.

ICPPC (Pologne) : cette association est très active auprès des agriculteurs polonais pour lutter contre l'agriculture industrielle et les OGM. Nous les avons soutenus dans le projet de tour du pays à bord d'un bus afin d'informer les Polonais des dangers des OGM.

Inf'OGM (France) : un groupe d'experts, issus des Etats membres et coordonné par l'union européenne discute actuellement de huit « nouvelles » techniques de biotechnologies. Plusieurs responsables de structures de la société civile engagées dans le débat sur les OGM ont demandé à Inf'OGM, association de Montreuil, de pouvoir disposer d'informations techniques afin de comprendre ce qui est en jeu précisément. Nous les avons soutenus dans ce projet.

Les Refardes-Gaiadea (Espagne) : est un réseau d'associations cherchant à promouvoir l'échange la culture et l'utilisation de variétés locales de semences paysannes en Catalogne. La législation liée aux semences est très complexe et l'entrée des OGM dans la partie n'a fait que rendre les règlements plus contraignants. Le Réseau souhaite proposer une révision complète de la législation touchant les variétés locales de Catalogne et, afin d'analyser correctement la situation actuelle nous les avons soutenus pour le travail d'un juriste qui est indispensable.

Red Andaluza de Semillas Cultivando Biodiversidad (Espagne) : cette association coordonne la PALT (Plataforma Andaluza Libre de Transgénicos), dont le but est de réussir à avoir une Andalousie sans OGM. Pour atteindre cet objectif, elle utilise les leviers du lobby politique et de l'information à la population. Nous l'avons aidé à financer l'élaboration de matériel d'information et pour l'engagement d'un collaborateur.

STOP OGM (Suisse) : est l'organe de coordination romande et la plateforme d'échange sur le génie génétique. Cette association a pour but d'apporter dans le débat public un regard critique sur les questions liées aux applications du génie génétique et d'inciter les milieux de la recherche à répondre aux questions de la société. Elle entend par ailleurs défendre une alimentation sans OGM et soutenir une agriculture durable, écologique et équitable. Nous les avons aidés dans le cadre de leurs campagnes de communication et celle de « Communes sans OGM ».

SENSIBILISATION GENERALE

L'Age de Faire (France) : mensuel national qui veut gagner l'opinion publique aux questions écologiques et citoyennes et contribuer ainsi au changement. Nous avons aidé à la

modélisation et à l'amorçage d'une Maison Cantonale de l'Economie Sociale et Solidaire. Ce lieu sera voué au développement de l'ESS en encourageant les initiatives personnelles, en menant des actions d'informations, en favorisant la création d'un réseau et de partenariats.

ASPRO PNPP (France) : née de la concrétisation du « Collectif Ortie et Compagnie », l'association Aspro-Pnpp, a pour principal objectif la reconnaissance des Alternatives aux pesticides et l'opposition à la loi d'Orientation Agricole du 6 janvier 2006 mettant de fait les produits naturels hors la Loi. Certains pays européens ont décidé de classer les PNPP hors des produits phytopharmaceutiques à la différence de la France qui s'obstine à assimiler les PNPP à des pesticides. Nous les avons soutenus pour le projet qui permettra d'étudier, de comprendre et de faire connaître les interprétations du règlement européen d'octobre 2009.

Fédération Des Cigales d'Ile de Fance (France) : cette association a pour objectif de susciter une prise de conscience du citoyen de l'urgence qu'il y a pour lui à maîtriser son pouvoir d'épargne et de le mobiliser en faveur de la création et du développement sur son territoire d'entreprises respectueuses de l'être humain et de son environnement. Nous avons soutenu la création d'une pièce de théâtre « Café équitable et décroissance au beurre » destinée à sensibiliser le public sur ces thèmes.

DIY Education (UK) : cette association écossaise lutte pour la justice environnementale. Partant du constat que la pollution et ses conséquences touchaient plus spécifiquement les classes défavorisées et marginalisées, elle cherche par l'éducation populaire non hiérarchique à rendre les membres de ces classes capables de s'organiser et de résister. Nous les avons aidés pour leurs frais liés à la continuité de leur documentation, et ceux de leur crèche.

TELEPHONIE MOBILE

Eglantine (France) : cette association angevine lutte contre les dangers de la téléphonie mobile. Nous les avons aidés pour participer à leur frais de justice (recours en cassation concernant l'applicabilité du principe de précaution) liés à l'interdiction d'implanter 3 antennes relais dans un clocher.

ORGANISATION DE LA FONDATION

Conseil de Fondation

José-Louis Gil, Genève, Suisse

Jean-Louis Gueydon de Dives, Paris, France, président

Claire Laurant, Annemasse, France

Dominique Schalck, Juvisy-sur-Orge, France

Anana Terramorsi, Paris, France

Stéphanie Roth, Hants, UK

Révision

FIDUCOM – 15 route de Fribourg, 1723 Marly 2, Suisse

Modalités d'examen des dossiers

Les décisions de financement sont prises par le Conseil de Fondation. Celui-ci se réunit trois fois par an, en mars, en juillet et en novembre

Les dossiers de financement doivent parvenir au siège de la Fondation au moins un mois avant la date de réunion du Conseil.

La procédure habituelle est la suivante :

- envoi d'une lettre de motivation courte à la Fondation, décrivant les grandes lignes du projet. La Fondation répond dans un délai de trois semaines afin d'indiquer si le projet est éligible.
- dans le cas où le projet est éligible, envoi d'un dossier complet pour examen. Ce dossier doit indiquer notamment les buts du projet, les moyens mis en œuvre, la nature juridique de l'organisation qui le présente, l'expérience des porteurs du projet et le montage financier envisagé.
- en cas de réponse positive du conseil, une convention est signée entre l'organisme aidé et la fondation reprenant le but, les étapes du projet, les moyens mis en œuvre et les procédures de suivi et de contrôle.

Buts de la fondation (extraits des statuts)

La Fondation a pour buts :

- de défendre l'environnement naturel et la biodiversité,
- de lutter contre la pauvreté et l'exclusion, particulièrement en ce qui concerne la sécurité et la salubrité alimentaires, ainsi que l'accès à des soins de qualité.

La Fondation s'intéresse en priorité aux initiatives réellement innovantes contribuant à changer effectivement les modes de vie et les manières de faire, et apportant en même temps une amélioration concrète de la situation des personnes concernées.